RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PARTI SOCIALISTE S. F. I. O.

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

Scrutin du 18 Novembre 1962

DEUXIÈME CIRCONSCRIPTION DE DIJON

ELECTRICES,

ELECTEURS,

Le Parti Socialiste S.F.I.O. m'a sollicité pour être son candidat dans la 2e Circonscription de la Côte-d'Or aux élections législatives des 18 et 25 novembre 1962. J'ai accepté, conscient des responsabilités que cela implique tant à l'égard du parti au nom duquel je me présente, qu'à l'égard des citoyennes et citoyens dont je sollicite les suffrages. Le premier a fait confiance au militant que je suis depuis déjà 17 ans et qui n'a jamais cessé de croire en la valeur de la doctrine socialiste sur les plans économique, social et humain.

Aux électeurs et électrices qui ne me connaissent pas, je veux d'abord me présenter pour que ceux auxquels je m'adresse me reconnaissent comme l'un des leurs :

D'une famille de très modeste condition, je n'ai jamais connu que le TRAVAIL comme moyen de subsistance et de promotion sociale. Le travail de l'étudiant aussi bien que celui du paysan, celui de l'employé de bureau avant celui de l'enseignant que je suis maintenant. Voilà ainsi délimité, par ce bref curriculum vitæ, le cercle des électeurs dont je sollicite l'audience. A vous, travailleurs de la ville et de la campagne, à vous, anciens travailleurs qui avez acquis des droits à notre reconnaissance active, je veux préciser quelques-unes de mes vues et quelques points de mon programme.

1° Sur le plan de la POLITIQUE INTERIEURE.

La situation actuelle est confuse et peut devenir dangereuse. Des conflits graves mettant en péril l'unité de la Nation risquent d'éclater à bref délai entre la nouvelle Chambre et le nouveau Gouvernement ou le Président de la République. Aussi le Parti Socialiste entend-il œuvrer pour :

— rétablir un vrai Régime Démocratique ;

— faire respecter la Constitution dans l'équilibre des pouvoirs et l'indépendance du Judiciaire ;

— rendre un rôle constructif au pouvoir législatif.

2° Sur le plan ECONOMIQUE.

Il est nécessaire de relancer l'expansion qui donne des signes d'essoufflement. Un PLAN A LONG TERME doit remplacer les mesures improvisées, pour orienter et soutenir notre industrie, notre agriculture et notre commerce.

3° Dans le domaine SOCIAL.

Il ne doit pas y avoir de « miracle économique » pour quelques privilégiés seulement, mais une juste répartition du produit national. Pour cela, il faut :

— que le NIVEAU DES SALAIRES suive celui de la production ;

— que les REVENUS DES AGRICULTEURS, qui sont des travailleurs, ne subissent pas des fluctuations de hasard, mais soient garantis ;

— que l'Etat veille à ce que des intermédiaires, souvent inutiles, ne prélèvent pas des marges exorbitantes aux dépens du petit producteur et du consommateur, accaparant ainsi les bénéfices de l'expansion et amenant l'inflation ;

— que des CONFRONTATIONS aient lieu en temps voulu entre employeurs (y compris l'Etat) et les représentants des travailleurs pour éviter les

grèves préjudiciables à tous. Plus de politique à la petite semaine ;

— que les RETRAITÉS de toutes catégories ne soient pas oubliés parce qu'ils n'ont aucun moyen de pression. Des injustices criantes sont là à réparer.

Une grande conquête des travailleurs, la SECURITE SOCIALE, est menacée. Il faut la protéger et la perfectionner.

4° En ce qui concerne l'EDUCATION NATIONALE.

— L'abrogation de la loi Debré et de toute la législation anti-laïque peut seule ramener la paix scolaire.

— Le dégagement de CREDITS suffisants, l'EXPANSION, la DEMOCRATISATION et la NATIONALISATION de l'Enseignement sont la seule politique scolaire conforme aux exigences de notre pays et aux intérêts de la jeunesse.

5° Sur le plan INTERNATIONAL.

Le Parti Socialiste reste un partisan fervent d'une UNION Politique et Economique de l'EUROPE.

Pour lui, l'O.N.U. n'est pas un « machin », mais doit devenir la gardienne de la Paix, et la France peut et doit y jouer un grand rôle.

6° Sur le plan DEPARTEMENTAL.

Beaucoup reste à faire en Côte-d'Or : adductions d'eau, rénovation de routes et chemins. Des communes désirent s'industrialiser, se développer. L'Etat doit aider à tous ces travaux. Une collaboration étroite entre le député, d'une part, et les Conseils Municipaux et Généraux, d'autre part, s'impose donc.

Ce programme n'est certainement pas du goût de tous. S'il plaît aux travailleurs, j'en serai satisfait et je les appelle à VOTER POUR LE CANDIDAT SOCIALISTE qui est LEUR CANDIDAT.

Maurice FOURRIER

Professeur,

Secrétaire de la Section Socialiste de Dijon.

REMPLAÇANT EVENTUEL :

Jean DOREY,

Ancien Conseiller Général,

Ancien Conseiller Municipal de Dijon.

IMP. NOUVELLE - DIJON